

Nouvelles locales du vendredi 04 octobre 2013

@rib News, 04/10/2013 | Gouvernance - Le président de la République a signé un décret portant ouverture d'une procédure de privatisation d'une dizaine d'entreprises publiques. Selon ce décret, l'ONATEL, la SRDI, la SODECO, le Burundi, la RPP et autres seront privatisés d'ici trois ans. Le parti PTD Twungurunani estime que cette privatisation va accentuer le chômage au Burundi, la paupérisation de la population ainsi qu'une dépendance financière vis-à-vis des institutions comme le FMI, la Banque Mondiale et l'Union Européenne. Le professeur Paul Nkuzimana demande que cette politique s'arrête purement et simplement. Selon l'OLUCOME, les procédures ne sont pas respectées, ce qui fait que les entreprises privatisées sont tombées en faillite. Gabriel Rufyiri lance un cri d'alarme pour que ces entreprises privatisées ne soient pas données gratuitement, mais que la loi soit respectée. Il fait savoir toutefois qu'il n'est pas contre cette politique. [bonesha]

- Le syndicat des travailleurs de la REGIDESO est inquiet quant aux décisions que la direction générale de cette entreprise est en train de prendre concernant la gestion de cette société. En effet, dans une correspondance adressée à la direction générale de cette entreprise dont des copies ont été remises au ministre de l'Energie et des mines et au président de la République, le CNTR dénonce l'octroi d'un marché de distribution des unités électriques à une entreprise rwandaise et un probable octroi du marché de gardiennage des sites où la REGIDESO a des intérêts alors que ces sites sont gardés par des veilleurs de la REGIDESO appuyés par des militaires burundais. Selon ce syndicat, ces procédures visent à chasser une partie du personnel de cette société et de tester si le renvoi du personnel est possible. Il demande que ces procédures soient suspendues afin de mettre plus de lumière. [rpa/rtr/isanganiro]- Lors d'un échange de vues organisées par la coalition des organisations de la société civile engagées dans la lutte contre la vie chère au Burundi, il a été constaté que personne parmi les autorités du pays ne veut s'occuper de la situation des femmes dont les marchandises ont été enfermées par l'OBR au City Market communément appelé chez Siyoni. Selon ces femmes, le gouvernement et l'OBR veulent confisquer leurs marchandises d'une façon forcée alors qu'elles étaient en train de redresser après que l'incendie du marché central de Bujumbura ait emporté toutes leurs marchandises. Elles disent ne pas comprendre comment le gouvernement burundais exige des taxes s'élèvant à 70% sur les pagens en provenance du Congo alors que la loi en exige 50%. Selon le président du FOCODE, il est tout à fait illogique que ces femmes soient dans une telle situation et qu'aucune femme dans les institutions surtout au parlement et au gouvernement n'est venue les voir pour constater dans quelle situation elles sont. Selon Pacifique Nininahazwe, cela montre que les autorités regardent ailleurs quand le peuple est en train de souffrir. [rpa/rtr]- Le courant de réhabilitation du parti Uprona demande la tenue des élections générales de la lutte contre la corruption. Selon Jean Baptiste Manwangari, la corruption gangrène presque tous les secteurs de la vie nationale et cela fait que les investisseurs soient réticents pour venir investir au Burundi. Selon lui, si les investisseurs ont des garanties de lutte contre la corruption, ils seront encouragés et viendront en masse pour investir au pays. Il trouve que même si les associations de la société civile œuvrant dans ce domaine continuent leur travail et malgré l'annonce par le président de la République de la tolérance zéro en matière de lutte contre la corruption, ce fléau continue de se faire remarquer. Il demande donc de tenir ces élections générales afin de compléter les recommandations des élections générales sur l'emploi qui viennent d'avoir lieu à Ngozi en ajoutant que les investisseurs, une fois garantis et arrivés devront donner du travail aux chômeurs. [bonesha] | Politique - Une déléguée de l'ADC-Ikibiri se trouve aux Etats-Unis d'Amérique pour rencontrer différentes personnalités. Lors d'un entretien avec la diaspora burundaise vivant dans ce pays, le vice-président du parti Sahwanya Frodebu a fait savoir que le président actuel Pierre Nkurunziza n'a pas le droit de briguer un autre mandat s'il ne viole pas l'accord d'Arusha et la Constitution de la République du Burundi. Frédéric Bamvuginyumvira a aussi passé en revue la situation en général au pays. Pendant les deux semaines, cette déléguée devra rencontrer certains hauts cadres de l'administration américaine. Sont aussi présents dans cette délégation, Alice Nzomukunda, Aimé Magera et autres. [isanganiro] | Sécurité - Le secrétaire permanent du conseil national de la Sécurité fait savoir que le projet d'instauration des comités collinaires de la Sécurité ne vise en aucun cas la couverture des actes commis par les Imbonerakure. Selon Prime Ngorwanubusa, il permettra plutôt de faire disparaître les catégories de personnes qui s'improvisent dans ce domaine puisqu'il y aura des personnes qui cette tâche est confiée. Il ajoute aussi que toutes les couches de la population seront représentées et personne ne pourra accomplir un travail réservé à la police ou à l'armée. [rpa/rtr]- Des coups de feu ont été entendus dans la nuit de la Rukoko la nuit de ce jeudi à vendredi. Selon des sources sur place, des armes de toute marque ont été entendues surtout à la hauteur de la localité de Kagwema de la commune Gihanga, province Bubanza. Selon des sources sécuritaires, ces coups de feu étaient plutôt de l'autre côté de la rivière Rusizi, donc en RDC. [isanganiro/rtnb]- Un cadavre a été découvert ce matin de vendredi sur la 3ème transversale de la commune Gihanga dans la province de Bubanza. Selon des sources sur place, il s'agissait d'une personne qui a été reconnue comme un berger et qui aurait été égorgé et jeté à cet endroit. La police fait savoir qu'elle a commencé des enquêtes afin de déterminer les auteurs de cet assassinat. [bonesha/isanganiro]- Un homme de la colline Jugwa de la commune Nyarusange de la province de Gitega a tué sa femme la nuit de ce jeudi à vendredi. Ntahomvukiye Egide a été aussitôt appréhendé ce matin de vendredi et la police fait savoir qu'il n'a pas encore avoué les motifs de son acte. [bonesha/rtnb] | Diplomatie - Le Burundi ne devrait pas se lamenter sur les médias propos de la situation qui prévaut au sein de la communauté est-africaine. Selon un ancien député de l'EALA, chaque président d'un pays de cette communauté a le droit de convoquer un sommet extraordinaire pour débattre d'une question quelconque. François Bizimana remarque que le président burundais devra plutôt convoquer cette réunion en se conformant à l'article 12 du traité régissant l'EAC pour que les autres membres de cette communauté puissent s'expliquer sur ces accusations et éventuellement régler les différends. [rpa]